



Internet en Egypte : une redéfinition du champ politique ?

Yves Gonzalez-Quijano

► To cite this version:

Yves Gonzalez-Quijano. Internet en Egypte : une redéfinition du champ politique ? . Lavergne, Marc. Chroniques égyptiennes / Egyptian Chronicles, 2009-2010, Cedej, pp.99-116, 2012, 978-2-905838-49-0. hal-01275206

HAL Id: hal-01275206

<https://hal.science/hal-01275206>

Submitted on 17 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Internet en Egypte : une redéfinition du champ politique ?

Yves Gonzalez-Quijano

Gremmo/Mom

In *Chroniques Egyptiennes/Egyptian Chronicles, 2009-2010*, Marc Lavergne Dir., Le Caire, CEDEJ, mai 2012, p. 99-116.

Depuis quelques années, l'apparition d'internet dans l'espace politique arabe en général et égyptien en particulier retient l'attention de chercheurs qui s'interrogent notamment sur la manière dont le nouveau système de communication s'intègre aux anciennes formes de mobilisation politique, les renouvelle, voire en suscite de nouvelles. Bien que les études se soient multipliées, nombre de problèmes de fond demeurent sans réponse, alors que l'objet d'étude, lui, ne cesse d'évoluer toujours plus rapidement. Ainsi, il n'est guère besoin d'être expert de ces questions pour constater que les contours de ce que l'on se propose d'observer ont déjà, à l'évidence, beaucoup connu de modifications en très peu d'années : pour les seuls blogs du monde arabe, on est ainsi passé, entre 2006 et 2009, de quelques milliers de titres, écrits majoritairement en anglais par de jeunes hommes usant de pseudonymes, à près d'un demi-million dont les auteurs, une femme dans un cas sur quatre, écrivent en arabe, très souvent en affichant leur identité... Entretemps, les interrogations les plus immédiates demeurent encore sans réponses satisfaisantes.

On peut ainsi se demander par exemple s'il est seulement possible de s'entendre sur ce que l'on désigne par l'expression « internet en Egypte » ? Si Marc Lynch, l'un des meilleurs analystes de ces questions, a raison de s'interroger sur l'existence d'une blogosphère arabe unifiée ou au contraire formée d'unités relativement autonomes correspondant aux frontières des Etats-nation¹, où situer les limites de ce que l'on pourrait appeler l'« internet égyptien », à supposer qu'une telle approche soit utile vis-à-vis d'un ensemble de paramètres techniques pour lesquels, en principe, la localisation spatiale, en l'occurrence celle des frontières de l'Etat égyptien, n'a pas forcément de valeur ? On voit bien tout l'arbitraire qu'il y aurait à ne retenir que les utilisateurs d'internet dans un pays donné, sans tenir compte des flux incessants, sur toutes sortes de plans, qui donnent sens à leurs productions en ligne et aux usages qu'ils font des techniques disponibles, au sein d'un ensemble bien plus vaste, lui-même composé de multiples « mondes » emboîtés de façon complexe et labile (les « communautés » des internautes, arabes ou non ; les diverses configurations qui, sur les plans politiques et médiatiques par exemple, les réunissent autour de tel ou tel élément agrégeant, précisément à la manière dont fonctionne ce que l'on appelle les « agrégateurs » de blogs, etc.).

Dans cet « internet égyptien », même la langue fait problème ! Pour peu qu'ils soient plus attentifs à la réalité des échanges qu'à la commodité des catégories qu'ils posent, ceux qui voudraient croire que le critère linguistique constitue un marqueur imparfait mais néanmoins utile, au moins dans une première approche, sont rapidement confrontés à des réalités qui contredisent très vite une telle approche. Dans ses premiers temps, qui ne sont pas si lointains, ce que l'on peut appeler par convenance l'internet égyptien s'est ainsi majoritairement exprimé en anglais avant d'opter quelques années après, tout aussi majoritairement, pour l'arabe (dans ses formes dites « standard »,

1 M. Lynch, « Blogging the new Arab public », *Arab Media & Society*, printemps 2007.

en particulier avec l'essor des sites personnels exploitant la forme du « weblog »). Par la suite, la dissémination sociale des nouvelles pratiques d'internet, tout autant que la transformation des données techniques (le Web2 notamment²), produisent de nos jours une inflexion des pratiques linguistiques de telle sorte que l'utilisation fréquente d'une langue plus locale – plus relâchée diraient les puristes – pourrait faire croire à une « égyptianisation », où les usages les plus locaux de la langue arabe (ou si l'on veut les plus « égyptiens ») prennent une place de plus en plus grande³.

La question, bien entendu très disputée et par ailleurs très politique, d'une langue qui serait l'apanage de la communauté égyptienne sur internet, montre bien toute la difficulté qu'il y a à seulement vouloir poser la réalité d'un internet national. Pour peu que l'on veuille prendre en compte les données qui constituent l'appareillage technique et économique de la Toile, et plus encore si l'on s'intéresse, non pas à son fonctionnement dans le « circuit fermé » de la sphère politique proprement dite, mais au contraire à ses interactions avec la sphère sociale en général, et la sphère politique en particulier⁴, on voit bien qu'il est vain d'espérer se fonder sur une définition opérationnelle de l'« internet égyptien ». Faute d'autre solution, et sans ignorer les limites d'une démarche qui ne peut qu'être inductive, les pages qui vont suivre n'ont d'autre ambition que de proposer une mise en perspective des faits qui paraissent comme les plus significatifs au regard des réalités égyptiennes depuis les cinq dernières années. Cependant, pour ne pas la présenter hors de tout contexte, cette chronologie raisonnée de l'internet politique égyptien sera introduite par le nécessaire rappel de quelques données d'ensemble ; et elle se refermera sur une tentative d'évaluation, appelant en particulier à modifier la perspective généralement adoptée pour réfléchir sur les conséquences de l'usage désormais banalisé d'internet dans l'espace public égyptien.

Internet dans le monde arabe et en Egypte : quelques repères

Pour le grand public, ou encore en tant que *fait social* au sens donné par Durkheim à cette expression, ce que l'on nomme « internet » (improprement car il s'agit d'un bouquet de techniques et d'application fort diverses) existe sous cette forme depuis le début des années 1990. Son essor dans le monde arabe est un peu plus tardif ; on considère en général que l'entrée de l'Arabie saoudite sur le Réseaux des réseaux à l'orée du nouveau millénaire est une date qui fait sens pour le développement de cette technique à l'échelle de la région. Néanmoins, quelle que soit la datation adoptée, le constat est le même : internet, qui n'a pas de réelle « profondeur » historique, est de plus incomparablement dynamique puisque le nombre des internautes arabes, en l'espace d'une décennie, a crû de 300 %⁵, pour atteindre 19 % de l'ensemble des populations concernées (lesquelles constituent aujourd'hui, précisément en raison de leur relatif « retard » dans ce domaine conjointement à leur dynamisme démographique, un des principaux foyers de croissance dans le

2 On désigne sous ce terme, largement répandu à partir de 2005, l'ensemble des nouvelles technologies et des usages permettant aux internautes d'interagir de façon simple à la fois avec le contenu et la structure des pages mais aussi entre eux. Cf. Tim O'Reilly, *What is Web2.0 ? Design Patterns and Business Models for the Next Generation of Softwares*, 30 sept. 2005 (<http://oreilly.com/web2/archive/what-is-web-20.html> : adresse accédée début 2010, comme les autres références de cet article).

3 Avec même une certaine institutionnalisation de ce phénomène puisqu'il existe par exemple sur le projet d'encyclopédie mondiale Wikipedia une section en « égyptien », « Egyptian Arabic [...] spoken by more than 70 millions of persons in Egypt and other countries ». Cf.: http://arz.wikipedia.org/wiki/Wikipedia_Masry_introduction_in_English.

4 Cf. F. Cantelli et O. Paye, « *Star Academy* : un objet pour la science politique ? », in *Star Academy, un objet pour les sciences sociales ?*, Y. Cartuyvels (Ed.), Bruxelles : Publication des facultés universitaires Saint-Louis, 2004.

5 On avance le chiffre de plus de 53 millions d'utilisateurs arabes à la fin de l'année 2009, soit une progression de près de 300 % par rapport à l'année 2000. Cf. Kh. 'A. aql-Khalaf, « Fajwat al-nashr al-ilaktrûnî lâ tardumu-hâ al-arqâm al-maghlûta » [La trou de la publication électronique arabe ne sera pas comblé par des chiffres inexacts], *Elaph*, 10 décembre 2009.

monde des usages de l'internet⁶.

Avec une moyenne de 16 % d'utilisateurs par rapport au total de la population, l'Égypte est loin de se situer à la toute première place (occupée par les Emirats avec plus de 60 % d'internautes). Au regard de la situation générale du pays, le résultat obtenu montre néanmoins que les politiques volontaristes menées dans ce domaine par l'Égypte – premier Etat arabe par exemple à créer, en 1999, un ministère de l'Information et des Technologies de l'information – ne l'ont pas été totalement en vain. Et surtout, compte-tenu de son poids démographique l'Égypte constitue, en données brutes, la population la plus importante (près d'un demi-million d'internautes, moins que leur total aux Emirats mais où figure cependant une très forte proportion d'utilisateurs non nationaux, posant, à nouveau, la question des « frontières » d'internet).

Comme on l'a déjà mentionné, la courte histoire d'internet peut d'ores et déjà s'analyser en périodes. La première, celle du Web public, ouverte au début des années 1990 dans les pays industrialisés, a donné lieu à d'autres usages, plus interactifs, de la Toile vers la fin de la même décennie. Aujourd'hui, Facebook et Twitter⁷ sont les « pointes » les plus actives d'un mouvement lancé dans le monde arabe avec les blogs. Pratiquement inconnu jusqu'à la fin des années 1990 quand apparurent les premières initiatives arabes presque exclusivement en anglais (et donc largement à destination d'un lectorat étranger), le phénomène du Web interactif et participatif a connu une croissance exponentielle dans la région, en particulier à partir de l'année 2005. Même si les données quantitatives que l'on possède n'ont qu'un très faible degré de précision, elles restent néanmoins utiles pour aider à percevoir, dans ses grandes lignes, l'ampleur du phénomène. Au milieu de l'année 2008, les experts locaux, et notamment ceux de la société Google, estimaient qu'il y avait ainsi près d'un demi-million de blogs arabes⁸. Sachant que près de 40 % d'entre eux sont « égyptiens » (environ 200 000 blogs) alors que la population internaute du pays ne représente que 20 % du total des usagers arabes de l'internet, on constate que la blogosphère égyptienne est donc, au moins à l'échelle de la région, particulièrement active⁹. Cette activité en ligne, indéniable, est-elle pour autant « connectée » aux évolutions de la scène politique locale ?

Pour répondre aux questions que nous avons-nous-mêmes soulevées quant aux « frontières » de l'internet, il convient de préciser que, dans ces statistiques, 80 % des blogs considérés sont mis en ligne depuis l'Égypte, principalement depuis les grandes villes du pays (et, pour le quart d'entre eux, par des femmes). Toujours selon les mêmes sources, 17 % de ces blogs seraient de nature politique, affirmation qui ne peut que conforter les analyses qui soulignent la place prise, aujourd'hui, par ce type d'expression dans l'espace public. Malheureusement, la méthodologie qui semble avoir été utilisée pour arriver à ce résultat – une étude de contenu basée notamment sur l'extraction des noms propres¹⁰ – est très loin d'être satisfaisante. Mais surtout, on est en droit de

6 Pour le cas égyptien, cf. « Promoting the IT business », *Egypt*, Oxford Business Group, vol. 240, 30 sept. 2009 : <http://www.oxfordbusinessgroup.com/weekly01.asp?id=4626>.

7 Autour d'une douzaine de milliers d'utilisateurs de Twitter dans le monde arabe au milieu de l'année 2009, avec néanmoins de très forts taux de croissance. Cf. <http://www.slideshare.net/ArabCrunch/twitter-stats-in-the-arab-world-mena15-jul09-around-12266-users> et S. Ayûb, « Al-twitariyûn al-‘arab : khutwa bi ittijâh al-‘âlamîyya [Les twitteristes arabes : un pas vers l'universalisation], *Al-Akhbâr*, 13 août 2009 : <http://www.al-akhbar.com/ar/node/151482>.

8 « Nisf al-mudawwinîn al-‘arab misriyûn » [La moitié des blogueurs arabes sont Égyptiens], *Middle-East Online*, 7 février 2009 : <http://www.middle-east-online.com/?id=73543>. Les chiffres les plus récents (décembre 2009) donnent un total de 600 000 blogs, actifs pour le quart d'entre eux (The Arabic Network for Human Rights Information, *One Social Network With a Rebelious Message*, [2009] : <http://www.openarab.net/en/node/1612>.

9 Donnée confirmée par les enquêtes les plus récentes. Cf. B. Etling, J. Kelly et J. Palfrey (Eds.), *Mapping the Arabic Blogosphere: Politics, Culture and Dissent*, Berkman Research Center Publication, juin 2009.

10 Les données sur les orientations rédactionnelles des blogs sont extraites d'un rapport publié

s'interroger sur la pertinence d'une analyse qui s'efforce de retrouver, dans les messages mis en circulation sur le Réseau des réseaux, les articulations d'un discours politique produit sur d'autres supports et dans d'autres contextes. En effet, pour arriver à une véritable évaluation de leur rôle, il faut sans doute examiner de quelle manière les nouveaux modes de communication favorisent, ou non, de nouvelles formes de mobilisation collective. Et bien que les « blogs politiques » – ou plus exactement ce qu'il est tentant, au regard des classifications traditionnelles, de ranger dans cette catégorie – aient presque toujours focalisé l'attention des chercheurs, c'est peut-être ailleurs, en cherchant à observer d'autres pratiques sur la Toile avec d'autres effets politiques, que l'attention doit se porter¹¹. Mais dans un premier temps, il reste utile de suivre, sur le Web, les échos de débats et de luttes qui s'inscrivent dans une définition encore « traditionnelle » du politique en proposant, pour la période qui va de 2004 à 2009, une périodisation s'appuyant sur l'essor, dans un premier temps, des mobilisations *via* internet et le mouvement des blogueurs, avant leur reflux conjointement à l'intensification de la répression étatique¹².

2004-2006 : les premiers temps de l'internet politique égyptien

Un homme, devenu à juste titre une sorte d'icône de la contestation sur l'internet arabe, incarne mieux que personne les débuts du « Web politique » en Egypte. Journaliste de la jeune génération (il est né en 1975), Wael Abbas fait partie des premiers *activistes* de la blogosphère arabe encore naissante lorsqu'il s'investit de plus en plus, à partir de l'année 2004, dans une activité éditoriale en ligne. Au départ, celle-ci n'est pas vraiment militante, au sens strict du terme¹³, mais elle le devient toujours davantage lorsque que le jeune internaute se rend compte que l'instrument qu'il utilise peut éventuellement dépasser le simple cadre d'un *chatt* (discussion en ligne) à propos de toutes sortes de sujets plus ou moins futiles pour aborder « des sujets importants¹⁴ ».

Ce qui n'était au départ qu'une liste de diffusion auprès d'un petit nombre d'abonnés (sur le mode de ce que l'on pouvait observer à l'époque dans d'autres pays comme la Syrie¹⁵) va rapidement se transformer en l'un des plus célèbres blogs de la région, capable en particulier de diffuser des informations souvent laissées de côté par la presse locale. Wael Abbas se fait ainsi l'écho d'événements politiques, au sens strict du terme – la répression subie par le mouvement *Kefaya*

en mai 2008 par un organisme officiel dépendant du Conseil des ministres, l'Information and Decision Support Center, sous le titre *Al-mudawwannât al-misriyya : fadâ' ijtîmâ'î jadîd* [Les blogs égyptiens : un nouvel espace social] (www.idsc.gov.eg).

11 Cf. les remarques introductives à son étude de G. Weyman, « Speaking the unspeakable : personal blogs in Egypt », *Arab Media & Society*, automne 2007.

12 Cette perception d'ensemble est reprise par nombre d'observateurs. Cf. par exemple, le point de vue, articulé autour de trois périodes (*experimentation phase, activist phase, diversification and fragmentation phase*), développé par C. Radsch, « Core to common place : the evolution of Egypt's blogosphere », *Arab Media & Society*, automne 2008.

13 Cf. à ce sujet l'analyse d'une figure importante de la blogosphère marocaine, Mohammed Sahli (*Qantara*, 29/12/2009 : http://www.qantara.de/webcom/show_article.php?wc_c=478&wc_id=990).

14 Devenu une sorte de star de la blogosphère arabe, Wael Abbas a accordé un nombre incalculable d'entretiens. En français, on peut retenir par exemple celui qu'il a donné pour le quotidien algérien *Al-Watan* (<http://www.elwatan.com/Wael-Abbas-Createur-du-blog-La>) ou encore celui qu'a publié la journaliste Françoise Clément (<http://monmulhouse3.canalblog.com/archives/2008/08/17/10262480.html>). De nombreux liens sont disponibles sur la notice (en anglais) de l'encyclopédie participative Wikipedia : http://en.wikipedia.org/wiki/Wael_Abbas.

15 Y. Gonzalez-Quijano, « *Sammi' sawtak !* : les sites d'information en ligne dans l'espace public syrien », in *La société de l'information au Proche-Orient. Internet au Liban et en Syrie* (sous la dir. de Y. Gonzalez-Quijano et Ch. Varin), Beyrouth : Presses de l'Université Saint-Joseph, 2006 : <http://www.cemam.usj.edu.lb/sipo/files/publications.htm#ouvragesipo>.

(Assez !) lors des élections présidentielles de 2005 par exemple, un de ses premiers « faits d'armes » – mais également de phénomènes à caractère davantage social, tels les « émeutes sexuelles¹⁶ » dans les rues de la capitale cairote à la fin de ramadan de l'année 2006.

La jonction de ces deux domaines d'intervention, l'un plus « politique » et l'autre plus « social », se fera presque au même moment, lorsque l'animateur de *Misr Digital* (selon l'adresse IP du blog également connu sous son appellation arabe, assez différente : *Al-Wa'y al-misri* [La Conscience égyptienne]) mettra en ligne un enregistrement vidéo d'un officier de police violentant un de ses concitoyens à l'intérieur d'un commissariat. Reprise par la presse indépendante¹⁷ (en l'occurrence *Al-Fajr* fondé un an plus tôt par Adel Hamouda), cette dénonciation des tortures policières provoquera, un an plus tard, la condamnation, assez inédite dans l'histoire locale, du fonctionnaire de police incriminé dans cette affaire.

L'exemple de Wael Abbas – qui connaîtra ensuite, tout comme d'autres activistes égyptiens sur internet, la répression policière – est donc tout à fait représentatif de cette première période, entre 2004 et 2006, quand les premiers blogueurs profitent de l'ouverture offerte par les nouvelles techniques de médiatisation pour prendre en quelque sorte par surprise un pouvoir visiblement mal préparé à ce nouveau défi. Dans la même dynamique s'inscrivent d'autres initiatives qui permettent de compléter cette rapide esquisse d'une blogosphère politiquement militante.

Car, à l'image de *Misr Digital*, la blogosphère locale s'enrichit d'une constellation de *mudawwanât* (traduction arabe de « blog », terme qui entre dans le vocabulaire courant dès cette époque). Ces derniers se veulent des fenêtres éditoriales se faisant l'écho d'informations peu ou mal relayées par la presse « traditionnelle », même si celle-ci, comme on l'a vu dans le cas de Wael Abbas, s'associe rapidement au mouvement en reprenant, sous forme imprimée, les informations diffusées sur internet. A ce courant appartient par exemple le couple que forment Alaa et Manal Abdel-Fattah, proches de l'opposition laïque également, qui tiennent, sous une forme totalement inédite à cette époque, une sorte de chronique de la vie politique locale¹⁸. Par la langue et le ton qu'ils utilisent, par le choix des sujets qu'ils traitent, par l'angle qu'ils retiennent pour le traitement des informations, Alaa et Manal – ainsi que tous leurs semblables dont les prises de parole sont naturellement loin d'avoir toutes reçu le même écho mais qui n'en ont pas moins joué un rôle très important – contribuent à mettre en évidence un changement médiatique, particulièrement visible sur la presse en ligne mais sans doute loin de se limiter à ce seul domaine. Sur ce point également, la blogosphère ne fonctionne pas comme un univers clos, replié sur lui-même ; au contraire, les interactions avec la presse traditionnelle, écrite ou audiovisuelle, sont manifestes. Parallèlement à l'essor des blogs, et inévitablement en partie à cause de lui, le développement de l'information en ligne contribue à un puissant renouvellement générationnel de l'information arabe dans l'ensemble de ses supports¹⁹.

16 Cf. Y. Gonzalez-Quijano, « Le diable et le bon dieu : les deux visages de la modernité arabe », *Culture et politiques arabes*, 2 avril 2008 : <http://cpa.hypotheses.org/245>.

17 Saisie du billet de l'époque avec une reproduction de l'article du journal sur Y. Gonzalez-Quijano, « Le nouveau 'divan' des Arabes », *Culture et politiques arabes*, 26 novembre 2006 : <http://cpa.hypotheses.org/172>. Cette période de la blogosphère égyptienne, essentiellement autour du mouvement Kefaya, est décrite en détails dans l'article de R. Al Malky, « Blogging for reform », *Arab Media & Society*, printemps 2007.

18 <http://www.manalaa.net/> (inactif depuis début 2009. Emprisonné en mai 2006 (il restera en prison durant 45 jours), Alaa fait partie des premiers blogueurs victimes de la répression policière.

19 Pour le cas libanais, cf. « Les données de l'information sur Internet au Liban » (en coll. avec M. Taha), *Les documents du Cermoc*, n° 11, été 2001 : http://archives.univ-lyon2.fr/166/1/Quijano_taha_final.htm. La question de la langue et des choix opérés sur les différents registres plus ou moins formels de l'expression constitue à coup sûr un indicateur intéressant de ces « changements de ton », mais les études rigoureuses sur cette question continuent à faire défaut.

Cependant, les médias traditionnels les plus récents et les plus dynamiques, à l'image de la chaîne satellitaire Al-Jazeera qui, à cette époque, a clairement assis sa suprématie sur la scène médiatique locale, sont également ceux qui sont le plus « en phase » avec les premières manifestations de la presse en ligne. Ainsi, le débat qu'organise la chaîne qatarie, en mai 2006, sur *Les blogueurs arabes : une opposition dotée d'une nouvelle voix* [Al-mudawwinûn al-‘arab : mu‘ârada bi-sawt jadîd], avec, parmi les invités, Muhammad Hassanayn Haykal, peut être considéré comme la confirmation de l'entrée des blogs dans l'espace public arabe²⁰.

Un espace public dont, politiquement, internet constitue dès cette époque une dimension à part entière. Ainsi, la création du premier site égyptien appartenant à une force politique « constituée » est sans doute à mettre au crédit du mouvement Kefaya, et cela dès l'automne de l'année 2004. Deux ans plus tard, l'importance de la scène politique sur internet, en tant que relai des mouvements d'opposition, est parfaitement manifeste lors de l'important mouvement de protestation des juges égyptiens durant l'année 2006²¹. Année qui voit également la première véritable riposte des autorités locales. Clairement prises au dépourvu au début des premières conséquences d'un usage directement ou indirectement politique d'internet – dont elles s'efforcent par ailleurs comme on l'a vu précédemment de promouvoir l'utilisation en tant que vecteur de développement économique et social –, ces autorités commencent à organiser leur riposte. Sans surprise, celle-ci prend la forme de la répression avec l'emprisonnement en novembre 2006, une première dans l'histoire du pays, d'un acteur de l'internet local, Kareem Amer [‘Abd al-Karim Nabîl Sulaymân], auteur sur son blog²² de commentaires jugés offensants pour l'islam.

2007-2009 : diversification de la blogosphère et montée de la répression

Deux ans après une apparition dans l'espace public local, l'internet égyptien ne cesse de conforter toujours davantage la place qu'il occupe désormais sur la scène politique. Durant les premiers mois de l'année 2007, on assiste ainsi à une diversification manifeste des acteurs. Alors que les premiers activistes appartenaient pour l'essentiel aux milieux proches de ce que l'on appellera par commodité l'opposition laïque, on trouve parmi celles qui se font connaître à cette époque sur le Net un certain nombre de voix proches de ce que l'on nommera, par commodité également, l'opposition religieuse²³.

L'organisation des Frères musulmans, la principale formation de cette partie du spectre politique, devient de plus en plus active sur la Toile, une évolution qui fait suite à nombre de débats internes, certainement pas sur la licéité des modes de communication électronique (ces modes ont été investis, dès leur apparition, par nombre de propagandistes religieux), mais bien en raison de divergences entre, d'un côté, les plus jeunes des membres, en faveur de ce déplacement de l'action

20 L'ancien ministre de l'Information au temps de Nasser y déclarera notamment : « Je fais partie de ceux qui lisent le plus les blogs. [...] Je lis [un blogueur] plus que n'importe quel journaliste de la presse écrite. Il y a de la vie qui parle dans ce blog, une jeunesse qui monte, une société dont on sent battre le poulx. » ; <http://www.aljazeera.net/NR/exeres/E6A0A606-DDE9-49DB-820A-9E0562D9DAF8>.

21 Sur le « club des juges », voir le site de l'organisation (en arabe) : <http://egyptjudgeclub.org> ; et sur les manifestations de 2006, une vidéo précisément mise en ligne à l'époque par Wael Abbas : <http://www.youtube.com/watch?v=gNUJnmnYheo>.

22 Le blog (<http://www.karam903.blogspot.com/> : aujourd'hui inactif) a longtemps été poursuivi par des blogueurs solidaires de celui qui a été condamné, en février 2007, à trois ans de prison pour « insulte à l'islam et incitation à la sédition », parallèlement à une condamnation d'un an pour « insulte au président Moubarak ».

23 Intégrant à son analyse ce qu'il appelle deux « vagues » de blogueurs, Tom Isherwood (“A new direction or more of the same?”, *Arab Media & Society*, automne 2008) note que c'est également la perception que les blogueurs égyptiens eux-mêmes ont de l'histoire de leur mouvement.

politique, et, de l'autre, les cadres, inquiets de voir les choses échapper à leur contrôle.

Perceptibles dès la fin de l'année 2006 aux yeux des observateurs les mieux informés – 'Abd Mun'im Mahmûd ouvre alors son blog appelé *Anâ ikhwân* [Je suis Frère (musulman)], l'intégration des militants de l'islam politique sur la Toile égyptienne devient particulièrement visible quelques mois plus tard avec, notamment dans le milieu étudiant, quelque 150 blogueurs affiliés, ou manifestement très proches du mouvement des Frères musulmans (à l'image d'Ahmad Dûma, promoteur de la campagne « Un million de visages » [Milyûn wajh]²⁴. Comme l'analyse très tôt Marc Lynch²⁵, le mouvement est important au regard des rapports de force intergénérationnels au sein de l'opposition religieuse, mais également par ses conséquences sur la blogosphère locale dont elle renforce les orientations les plus récentes et les plus ouvertes à la diversité socioculturelle – et politique – de la population égyptienne.

Dès le milieu de l'année 2007, l'activité de ce nouveau type d'internautes dans la blogosphère politique locale devient particulièrement manifeste sur You Tube, où les documents illustrant les thèses de l'islam politique se comptent par centaines²⁶. Une réalité qui n'est pas forcément étrangère à la décision qui frappe à cette époque le « doyen » des internautes politiques égyptien, Wael Abbas, dont le compte sur le site de diffusion de vidéos en ligne est fermé en novembre²⁷. Il sera rétabli un peu plus tard, à la suite d'une des premières mobilisations de la « communauté » des internautes arabes, relayée par différentes organisations internationales.

Si l'on ajoute aux éléments déjà mentionnés le fait que Al-Ghad, le parti officiellement fondé, non sans difficultés, par Ayman Nour en octobre 2004, a investi lui aussi la Toile (le site du parti sera fermé en août 2007 mais vite disponible depuis l'étranger), on constate aisément que, deux ou trois ans au plus après son véritable lancement en Egypte, la blogosphère locale est devenue une dimension à part entière des acteurs politiques locaux. A l'exception du parti au pouvoir, qui, à cette date, se tient encore à distance de la Toile, dont la nouvelle importance n'a cependant pas totalement échappé aux responsables. En effet, il semble bien en effet que ce soit vers la fin de l'année 2007 qu'est créé, au sein de la Sureté générale, un service spécial chargé du contrôle de l'internet.

L'action de ce nouveau service ne tardera pas à se faire sentir mais, dans un premier temps, l'année 2008 paraît d'abord comme celle de toutes les victoires pour les milieux activistes de l'internet égyptien. En écho à une série de mouvements sociaux, un appel à la grève générale est lancé sur internet pour le 6 avril, en utilisant une nouvelle donnée technique (pour laquelle les forces de répression sont encore mal préparées) : les « listes d'amis » du système de « réseautage social » offert par Facebook²⁸.

Avec cet appel qui réunit virtuellement près de 70 000 personnes, on parle véritablement pour la première fois en Egypte de « militants électroniques » [munâdhilûns ilaktrûniyûn]. Ils ont en commun ce mode d'action, le fait d'appartenir à la génération Moubarak (celle qui est née depuis

24 I. 'Abd al-Mun'im, « Ikwani walla mudawwin ?! » [Frère (musulman) ou blogueur !?] et « Risâla li-mudawwin misrî » [Lettre à un blogueur égyptien], *Islam Online*, 18 et 29 juillet 2007.

25 M. Lynch, « Young Brothers in Cyberspace », *MERIP*, n° 245, hiver 2007 : « An important aspect of the Muslim Brother blogging phenomenon is the connections it has bred between young Brothers and other Egyptian youth. Several bloggers (intriguingly, almost always women) said that their blogs were the first venue in which they had presented themselves to others as part of the Muslim Brothers ».

26 M. Khalîl, « Al-ikhwân al-muslimun hukâm fî al-'yû tûb' », *Islam Online*, 2 décembre 2007.

27 C'est également à cette époque qu'est prononcé le jugement à l'encontre du policier dénoncé un an plus tôt sur le blog Misrdigital (cf. note 11 *supra*).

28 Pour la fin de l'année 2008, certaines estimations avancent le chiffre d'un demi-million d'utilisateurs du système local (égyptien), avec le même nombre d'utilisateurs sur sa version originale.

l'arrivée au pouvoir du dirigeant égyptien presque trente ans auparavant), ainsi qu'un *agenda* qui est loin de se confondre totalement avec celui des forces politiques constituées. Une indépendance qui pose naturellement la question de l'organisation de ces nouvelles mobilisations, et de la pérennité de leur « mouvement »²⁹.

Dans l'immédiat, cet éventuel défaut de structures n'entrave pas la marche du mouvement. Avec le soutien des partis de l'opposition (y compris celui des Frères musulmans), il appelle avec plus de succès encore à une nouvelle manifestation pour le 4 mai (anniversaire du président Moubarak). A l'instar de Wael Abbas un peu plus tôt, la « mobilisation électronique » prend les traits d'une figure particulière, celle d'Isrâ' 'Abd al-Fattâh, qui devient immensément célèbre, en Egypte comme dans le monde arabe, sous le surnom de « la fille de Facebook »³⁰. Emprisonnée en même temps qu'un certain nombre d'autres militants de la « génération de Facebook » (elle sera libérée peu de temps après), la jeune femme, inscrite au parti Al-Ghad, illustre à la fois une évidente dynamique mobilisatrice, et ses limites au regard des modes de fonctionnement de l'expression politique en Egypte.

Car la grève générale du 6 mai a alerté le régime. Après avoir joué de tous ses relais (y compris religieux) dans l'opinion pour tenter de limiter la mobilisation³¹, sans oublier des mesures techniques aussi drastiques que la fermeture de quelque 250 000 lignes téléphoniques, le choix de la répression est devenu inévitable. Celle-ci se confirme quelques semaines plus tard, avec de nouvelles arrestations de blogueurs, plus ciblées, durant l'été, ainsi que la mise en place (à moitié réussie) de mesures de contrôle beaucoup plus strictes des services internet publics (cafés internet, connections Wifi notamment). Il n'est pas jusqu'à la publication d'un rapport réalisé par une structure officielle dépendant du Gouvernement égyptien, le Information and Decision Support Center (IDSC) qui ne puisse être interprétée comme la volonté de mieux comprendre – et de mieux contrôler – un phénomène devenu politiquement gênant par sa capacité de mobilisation³².

Vraisemblablement pris au dépourvu dans un premier temps par un phénomène auquel il n'avait pu (ou su) se préparer, et sans doute aussi parce que l'entrée dans la blogosphère de militants de l'islam politique l'inquiète davantage que l'activisme autour de la mouvance Kefaya, le pouvoir égyptien organise le contrôle de ce nouvel espace d'expression, un exercice auquel il est rompu par de longues années d'Etat d'urgence (pratiquement ininterrompu en Egypte depuis la fin des années 1960). Sans crainte pour une réputation qui n'est plus vraiment à défendre, les autorités adoptent une série de mesures qui les font apparaître parmi les régimes les plus répressifs d'une région qui se distingue déjà dans ce domaine.

L'actualité de l'année 2009 est ainsi une longue succession³³ d'arrestations de blogueurs, de

29 Cf. par exemple Kh. Abû Bakr, « 'Al-munâdhilûn al-ilaktrûniyûns' : 'al-tarîq al-thâlith' bi-Misr », *Islam-Online*, 7 avril 2008.

30 Cf. par exemple le long portrait que lui consacre le quotidien *Al-Hayât* (5 mai 2008) sous le titre « 'Fatât al-fâysbûk, fâtat al-milyûn rajul'. Tajribat isrâ' al-misriyya. Dars hukûmî li ashâb 'al-rây' al-âkhar' » [La fille de Facebook, la fille au million d'hommes. L'expérience d'Isrâ' l'Egyptienne. Une leçon gouvernementale pour ceux qui pensent autrement]. Cf. également D. Farris, « Revolutions without revolutionaries ? Network theory, Facebook, and the egyptian blogosphere », *Arab Media & Society*, automne 2008.

31 Non sans quelque succès, relativement paradoxaux d'ailleurs. La communication autour de cette grève organisée par ce qui reste une « élite [urbaine] Facebook » a pu donner l'impression à une partie de l'opinion égyptienne que le mouvement était organisé, d'une manière ou d'une autre, par le gouvernement. Cf. par exemple les commentaires apportés par les lecteurs au billet publié à l'époque dans *Culture et politique arabes* : « Mai 08 : joyeux anniversaire M. Moubarak » : <http://cpa.hypotheses.org/249>.

32 A. Sandels, « Rebels with a cause : Egypt's Facebook Youth' », 19 août 2008, et D. Mukhalled, « Egypt's vibrant blogosphere », *Menassat*, 19 et 15 août 2008.

33 Plusieurs organisations tiennent la chronique régulière de cette actualité. Outre les sites des

fermeture de sites, de ruptures de service tels que Facebook, d'annonce de mesures visant à « nettoyer » la Toile des sites « moralement » (?) nuisibles ou encore de projets de limitation de la bande passante réservée aux internautes locaux... Même si l'adoption de nouveaux procédés techniques, et notamment celle du « micro-blogging » répandue par Twitter, desserre momentanément l'étau qui s'est refermé sur l'expression en ligne, celle-ci n'a pas retrouvé le capital de mobilisation qui avait pu être le sien auparavant. L'échec du nouvel appel à la grève générale, via Facebook, le 6 avril 2009, apporte certainement la meilleure illustration du nouveau rapport de force.

Mobilisation politique et internet en Egypte : bilan et perspectives

Quel bilan tirer, sur le plan politique, de ces premières années de l'internet égyptien ? Le sujet, tant pour la seule Egypte qu'à l'échelle du monde arabe, a naturellement fait couler beaucoup d'encre, notamment de la part des chercheurs américains, à l'évidence plus alertés sur ces questions que leurs collègues européens. Sous un titre en forme d'interrogation³⁴, Tom Isherwood distingue ainsi plusieurs niveaux où apparaît le rôle nouveau joué par les blogs politiques : renforcement des capacités de mobilisation des forces politiques existantes ; contribution à la création d'actions en dehors des forces constituées ; modification des équilibres au sein des forces en présence ; renforcement des liens entre les scènes nationale et extérieure (à l'intérieur et à l'extérieur du monde arabe). Néanmoins, nombre d'observateurs s'interrogent avec lui sur la signification ultime de mouvements qui se déroulent pour l'essentiel dans l'univers numérique et trouvent de plus en plus difficilement une traduction sur le terrain concret des luttes, même si l'Egypte, tout au moins durant les expériences des années 2005 et 2006, constitue précisément une exception dans ce domaine au regard des réalités régionales³⁵.

Cependant, ne faut-il pas aussi se poser la pertinence des catégories traditionnelles pour saisir ce qui est véritablement en jeu dans la nouvelle blogosphère égyptienne et arabe ? Les articulations classiques du placement politique correspondent-elles encore aux représentations des acteurs qui sont apparus avec la diffusion d'internet ? La question mérite d'être posée lorsque l'on constate que les clivages les plus marqués, ceux qui opposent la « gauche nationaliste laïque » du mouvement Kefaya au « nationalisme religieux » des Frères musulmans notamment, sont loin d'être dupliqués à l'identique dans l'univers de l'activisme en ligne, comme le révèle une certaine affinité entre « blogueurs engagés », qui dépasse la seule solidarité générationnelle.

Au-delà de ce premier constat, on remarque également que le développement de cette activité en ligne, toujours plus importante, accompagne une tendance, toujours plus marquée elle aussi, à la politisation des questions culturelles et identitaires. Le développement de la blogosphère arabe, irriguée d'innombrables groupes sur Facebook et de réseaux de micro-blogging s'inscrit dans un contexte où le marché politique est de plus en plus dominé par ce type de débats qui recouvrent – ou « habillent » – les luttes idéologiques conventionnelles. Espace d'expression encore relativement vierge des frontières ordinaires de l'action politique, Internet devient ainsi une scène où, avec un très faible coût d'entrée pour ceux qui y participent, se multiplient des « campagnes de mobilisation » qui utilisent le nouveau médium pour « agir », en dehors des mots d'ordre partisans, sur toutes les questions de société possibles (les femmes, le harcèlement sexuel, la drogue, la corruption, le football, etc.). Issu des cercles de la nouvelle prédiction religieuse et utilisateur avisé

organisations internationales les plus connues du type Reporters sans frontières, on peut consulter les donner réunies par The Initiative for an Open Arab Internet (<http://openarab.net/en>), ou par The Arabic Network for Human Rights Information (<http://www.anhri.net/en/>).

34 T. Isherwood, "A new direction or more of the same?", *art. cit.*

35 Plusieurs organisations tiennent la chronique régulière de cette actualité. Outre les sites des organisations internationales les plus connues du type Reporters sans frontières, on peut consulter les donner réunies par The Initiative for an Open Arab Internet (<http://openarab.net/en>), ou par The Arabic Network for Human Rights Information (<http://www.anhri.net/en/>).

des nouvelles technologies de la communication, ‘Amr Khaled, avec ses réseaux de « bâtisseurs de la vie » [sunna‘ al-hayât], montre que cette mobilisation virtuelle peut éventuellement trouver des traductions concrètes.

Néanmoins, ces premières réflexions sont loin de rendre compte de l’impact politique d’internet, car c’est sans doute à plus long terme que les effets des nouvelles technologies de communication se feront sentir. S’inscrivant dans le modèle explicatif proposé notamment par l’anthropologie politique américaine³⁶, Marc Lynch considère ainsi que la véritable question concerne la capacité de la très active blogosphère égyptienne à « transformer les dynamiques de l’opinion publique et de l’activisme politique. (...) Même s’il est improbable que les blogs politiques arabes conduisent à une révolution, ils ouvrent la perspective d’un espace public différent qui pourrait modifier la nature de la politique dans les décennies à venir³⁷. » Dans le même esprit, Brian Ulrich, replaçant utilement le développement des blogs dans la perspective plus vaste de la transformation des systèmes de communication depuis l’époque moderne, considère de son côté que « bloguer renforce la possibilité de créer de nouvelles perceptions et de nouveaux moyens d’exercer une autorité dans le domaine de la diffusion des idées, sur la base d’interactions avec des personnes avec lesquelles il n’aurait pas été possible autrement d’entrer en contact au sein de communautés d’intérêt données³⁸ ».

Semblables réflexions, qui interrogent les effets mobilisateurs d’internet moins à court terme que dans la moyenne durée, méritent d’être prolongées alors que la gestion par les différents pouvoirs arabes d’une scène internet, désormais mature, met en évidence, dans cette partie du monde comme ailleurs, les illusions trop faciles du « prophétisme fétichiste³⁹ ». S’il est vrai que l’existence de « réseaux ouverts » ne suffit pas à briser la « fermeture des régimes⁴⁰ », c’est bien du côté de transformations plus souterraines, moins immédiates, qu’il faut chercher d’éventuels effets mobilisateurs en postulant que le jeu des interactions individuelles que développent les usages les plus récents d’internet contribuent, aussi bien chez les producteurs de contenus que chez leurs utilisateurs, à une « fabrique du social » susceptible de contribuer à une nouvelle dynamique politique.

Les « blogs » que développe aujourd’hui la jeunesse du monde arabe, qu’il s’agisse d’« Une tribu nommée Sarah » [Qabila tud‘a sâra] en Arabie saoudite⁴¹ ou de « Deux paires d’yeux » (Two Pairs of Eyes) en Egypte⁴², ne livrent pas de discours de revendication ; ils n’appellent pas à l’action contre telle ou telle injustice, ou alors sous des formes qui sont très loin de la revendication traditionnelle, et se contentent le plus souvent de réunir des cercles de pairs qui, parfois par dizaines de milliers, se reconnaissent dans une parole délivrée publiquement sur internet à propos de questions qui les concernent. Ils ne se donnent pas comme des plates-formes de mobilisation mais sont peut-être malgré tout davantage porteurs de changements que les modes d’expression, y compris sur la Toile, qui relèvent d’une prise de parole en apparence plus politique. Outre le fait que

36 Cf. notamment D. Eickelman et J. Anderson, *New media in the Muslim World. The Emerging Public Sphere*, Bloomington: Indiana University Press, 2003.

37 “In short, even if Arab political blogs are unlikely to lead a revolution, they hold out the prospect of a new kind of Arab public sphere which could reshape the texture of politics in the decades to come.”, M. Lynch, “Bloggging the new Arab public”, *art. cit.*

38 B. Ulrich, “Historicizing Arab blogs: Reflections on the transmission of ideas and information in Middle Eastern history”, *Arab Media & Society*, printemps 2009.

39 D. Wolton, *Internet et après ? Une théorie critique des nouveaux médias*, Paris : Flammarion, 1999.

40 S. Kalathil, Shanthi et T. Boas, *Open Networks, Closed Regimes*, Washington DC: Carnegie Endowment for International Peace, 2003.

41 Y. Gonzalez-Quijano, « Communautés virtuelles de la Toile arabe : une nouvelle ‘fabrique du social’ », in *Les Arabes parlent aux Arabes. La société de l’information arabe* (Y. Gonzalez-Quijano et T. Guaaybess Eds.), Paris : Sindbad, 2009.

42 G. Weyman, « Speaking the unspeakable : personal blogs in Egypt », *art. cit.*

leur prolifération et leur manière d'aborder, en quelque sorte de biais, le politique rendent assez vaine toute tentative de contrôle, on peut également penser que les véritables changements naîtront des nouvelles formes de communication électronique qui favorisent la constitution de « communautés virtuelles » où l'affirmation individuelle s'allie au refus des hiérarchies sociales héritées.

YGQ, juillet 2009